

Une zone industrielle de pointe,
au service de l'industrialisation
togolaise

PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ADETIKOPE
— TOGO —
www.pia-togo.com



N°1647

du 12
MAI
2023



Pour la Patrie

L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

PRODUITS INDUSTRIELS

Une production en hausse et des prix de
production en légère baisse, en février **P.6**

MARCHÉ FINANCIER **P.3**
RÉGIONAL DE L'UEMOA

Les principaux acteurs à la 4^e édition
des BRVM Awards à Lomé

RECENSEMENT DANS LA ZONE 2 ET 3 **P.4**
Les opérations reportées quand les populations
attendent une nouvelle prolongation dans la Zone1

MUSIQUE **P.2**
"Artistes vulgaires", Myriam
Dossou-d'Almeida vous a à l'œil

FAURE GNASSINGBÉ CHEZ EMMANUEL MACRON

P.3

Tout pour la paix et la sécurité

EN PLUS...

HUMANITAIRE

*** NOUVEAU DISPOSITIF SOFIA**

Le Togo parmi les 5 pays prioritaires, une opportunité pour les OSC dans la santé

*** À AHÉPÉ ET TSÉVIÉ**

1.000 consultations et plus de 400 soins à Ahépé et Tsévié grâce à Terre d'azur

FINANCEMENT

RÉSILIENCE À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET COMMERCE

Double décaissement de la BOAD au Togo :10 milliards pour le projet P2-P2RS et 5,137 milliards pour le centre d'affaires du groupe DUVAL

ARMEMENT

TRAITÉ D'INTERDICTION DES ARMES NUCLÉAIRES

WILPF-TOGO sensibilise sur le sujet

SPORTS

*** JUDO**

Clarisse Agbégénou championne du monde pour la 6^e fois

*** FOOTBALL**

Eswatini reçoit le Togo le 18 juin en Afrique du Sud

Faure Gnassingbé a été reçu par le président français Emmanuel Macron, ce mercredi, dans le cadre d'une visite officielle. Les deux premières personnalités ont eu des échanges au cours d'un dîner de travail au palais de l'Élysée la Présidence française.

Selon un communiqué de la Présidence, les deux chefs d'Etat ont, à cette occasion, réaffirmé leur détermination à renforcer le partenariat entre Paris et Lomé notamment dans les secteurs d'intérêt commun.



Faure Gnassingbé accueilli par Emmanuel Macron

MUSIQUE

La ministre Myriam Dossou-d'Almeida met en garde les artistes contre la vulgarité



Le rappeur Conii Gangster suscite à la fois sensation et scandale avec ses titres, dont un fut chanté dans une école de la place. Loin d'être ludique, la chanson est à la limite pornographique.

En charge également de la jeunesse, Mme Myriam Dossou-d'Almeida, la ministre du Développement à la base a fait une sortie médiatique pour mettre en garde les artistes, qu'elle appelle à jouer aussi leur rôle de sensibilisation et de conscientisation des masses scolaires, et non les dépraver.

"Les artistes devraient assumer leur part de responsabilité au risque de s'y voir contraints. Il faut une prise de conscience de nos artistes du rôle

d'éducation et de sensibilisation qu'ils devraient avoir à l'endroit des jeunes, des adolescents et des mineurs", souligne-t-elle.

"L'artiste est porteur de message et devrait lui-même questionner la qualité de son message, sa portée et ses effets. La promotion par certains artistes de la consommation de drogues, de la vulgarité doit être bannie par tous les moyens et j'en fais mon affaire personnelle", dit-elle de façon fracassante!

"Nous voulons une jeunesse performante et exemplaire et nos jeunes artistes doivent adhérer à cela pour combattre ensemble la dépravation des mœurs", a-t-elle conclu.

Musique

Festival All Star Battle International à partir du 16 mai à Lomé



Le festival ALL STAR BATTLE INTERNATIONAL est le rendez-vous incontournable des amateurs de Breaking (Danse Hip Hop) et des danses urbaines en général. Cet ambitieux projet de l'association NO LIMIT CREW du Togo réunit la crème des danseurs togolais et du continent dans un esprit de partage, de perfectionnement et de compétition ! Cette 10ème édition met à l'affiche des invités tel que : Ifra DIA, chorégraphe et co-directeur du Centre Chorégraphique National de Rennes et de Bretagne et David Milôme, chorégraphe martiniquais et responsable de la MD Company dont le spectacle SPECTRE a été accueilli au Festival d'Avignon en 2022. Au programme des 6 jours de festival ALL STAR BATTLE INTERNATIONAL : résidence, conférences, ateliers, spectacles, et battle autour de cet art qu'est le Breakdance.

L'Union européenne s'apprête à lancer un pavé dans la mare de l'édition scientifique, avec la présentation d'un texte du Conseil de l'Union européenne. Celui-ci entend faire de l'accès ouvert aux résultats de la recherche publique "la norme". "Les coûts ne doivent pas être à la charge des auteurs ou des lecteurs", souligne le document.

La présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne, qui doit prendre fin le 30 juin prochain, s'était donné un objectif ambitieux : faire en sorte que la recherche européenne puisse bénéficier d'un accès ouvert à un maximum de publications scientifiques.

Au mois de février dernier, Mats Persson, ministre suédois de l'Éducation, avait insisté sur la nécessité, pour les États membres, d'encourager la transition vers l'accès ouvert, présenté comme "un standard" pour les publications scientifiques évaluées par des pairs.

Ni embargo ni frais de publication
Le travail du Conseil de l'Union euro-



Institution

Le centre culturel Neva-Eme bientôt ouvert

Le 6 mai dernier, l'auteur dramatique togolais a présenté à des acteurs culturels étrangers et togolais, le centre culturel Neva-Eme, son théâtre qu'il met sur pieds depuis quelques années, à Tsévié.

Secrétariat et billetterie, salle de répétition, salle de réunion, des coulisses, le théâtre proprement dit fait 200 places dont une vingtaine au balcon, avec une scène de 10 mètres d'ouverture et 7,5 m de profondeur. Il est bâti sur 600 m².

Dans un communiqué diffusé via Facebook en mars 2023, le promoteur annonce la création et déclare que "La Compagnie 3C avec le soutien de ses différents partenaires en prendra la régie générale pour une durée de 5 ans renouvelable".

La Compagnie 3C a été fondée en 1997 par Rodrigue Norman et ses camarades élèves du Lycée de Tokoin. C'est avec cette compagnie qu'il s'est fait connaître au Togo avant d'avoir une renommée internationale.

"Une nouvelle aventure artistique pour cette compagnie fondée en 1997 à Lomé par un groupe d'élèves du Lycée de Tokoin et que je sers depuis cette date. Après Lomé et Baguida, cap sur Tsévié, où nous entendons apporter notre contribution à ce qui se fait déjà en matière d'animations culturelle et artistique. Gérer, tenir au jour le jour ce lieu et en faire non seulement un outil de création et de diffusion de spectacles pluridisciplinaires mais également un espace de rencontres, d'échanges et de résidences

ouvert à toutes et à tous, telle sera notre mission. Merci à tous les partenaires déjà connus et non connus qui nous accompagneront dans cette nouvelle aventure", poste le dramaturge sur sa page Facebook.

Agé de 43 ans, Rodrigue Norman est auteur de plus d'une dizaine de pièces, pour lesquelles il reçoit de nombreux prix. Cinq d'entre elles sont publiées. Entre deux battements (2004), Chroniques des années du partir (2004), Pour une autre vie (éditions Haho, 2002), Trans'ahéliennes (éditions Lansman, 2004), Tobbie, frères et soeurs ont la douleur (éditions Lansman, 2005) et Allo l'Afrique ! (en langue tchèque, 2009), Ekattutu (Editions Awoudy 2022).

Quête

Le 14 avril 2023, la Compagnie Culturelle "La Colombe" (3C) a lancé sur Facebook deux appels aux dons pour lui permettre d'équiper l'Espace Culturel Neva Eme dont la construction est presque achevée. Pour soutenir cette initiative qui contribuera à coup sûr à "hisser les arts et la culture" au Togo, nous relayons cet appel et ouvrons une liste à l'attention des bonnes volontés. Les contributions peuvent se faire en nature (équipement et logistique); en numéraire (contribution financière) ou en industrie (travail effectif dans le centre). Vous pouvez faire un de ces dons par T-money au numéro 90 07 98 58 ou par flooz au numéro 98 30 91 91 ou encore en appelant un de ces numéros. Les deux numéros sont gérés par Armand Johnson.

Édition scientifique

L'accès ouvert "devrait être la norme"

Le sujet s'est poursuivi avec les ministres des différents États membres, jusqu'à aboutir à un texte qui devrait être approuvé le 23 mai prochain, à Bruxelles. Ces "conclusions pour une édition académique de haute qualité, transparente, ouverte, équitable et fiable" avancent des mesures particulièrement fortes pour la généralisation de l'accès ouvert, dès lors que les recherches sont financées par de l'argent public.

Les versions successives du texte (comme celle-ci, du 20 avril 2023) notent que l'édition académique "s'appuie sur des modèles économiques et opérationnels qui n'ont pas encore totalement concrétisé les possibilités liées au numérique", notamment en matière de diffusion et d'exploitation des données.

Le Conseil souhaite donc faire de l'accès ouvert aux résultats de la recherche scientifique "impliquant des fonds publics" une véritable norme. Elle serait porteuse "de tarifs transparents,

liés aux services éditoriaux proposés et dont les coûts ne seraient pas assumés par les auteurs ou les lecteurs eux-mêmes".

L'institution souligne l'importance de la publication à but non lucratif, tout en reconnaissant la variété des situations, selon les disciplines, comme les sciences humaines et sociales. Certains formats éditoriaux doivent ainsi "être soutenus, tout en promouvant l'accès ouvert".

D'après Research Professional News, le Conseil de l'UE s'opposerait à toute forme d'embargo, soit le délai entre la publication d'un article et sa mise à disposition en accès ouvert - avec une lecture payante dans l'intervalle.

Face à ce soutien déclaré du Conseil à l'accès ouvert immédiat et sans frais, l'édition scientifique ne dissimule pas son inquiétude. Le Syndicat national de l'édition (SNE), en France, qualifiait en mars dernier leur texte de "très hostile à l'égard des éditeurs"...

AZIMUTS INFOS

Exynos 2400 : Samsung travaille sur un SoC haut de gamme pour les Galaxy S24

Samsung travaille activement sur le nouvel Exynos 2400, un SoC doté d'un volet GPU particulièrement ambitieux. Un bon moyen de réduire sa dépendance envers les prestataires extérieurs. Samsung n'a visiblement pas l'intention de renoncer à la production de ses puces maison. Malgré l'utilisation de l'excellent Snapdragon 8 Gen 2 sur sa gamme Galaxy S23, le géant sud-coréen travaille activement sur l'Exynos 2400, un SoC très haut de gamme censée équiper les prochains Galaxy S24.

Si les spécifications techniques de la puce sont encore entourées de mystère, le leaker Tech_Reve (via GSM Arena) estime que ce SoC gravé en 3 nm embarquera une toute nouvelle unité graphique, basée sur une architecture RDNA2 développée par AMD. Selon ses dires, elle proposerait quatre blocs d'unités de calcul, contre trois sur l'Exynos 2200 qui équipait le Galaxy S22. Dans les faits, cela se traduirait par un gain très important en jeu. Une promesse que Samsung a déjà formulée par le passé... sans forcément réussir à convaincre.

Côté processeur, ce nouveau SoC opérerait pour une architecture 1+2+3+4 tandis que l'Exynos 2200 fonctionnait en 1+3+4. Le cœur principal serait le puissant Cortex 4 couplé à deux cœurs A720 hautement cadencés. Le reste serait composé de trois autres A720 et quatre A520 pensés pour la basse consommation. On profiterait donc de dix cœurs fonctionnels. Les performances CPU seraient donc logiquement revues à la hausse.

Reprise de contrôle

Une nouvelle qui pourrait faire grincer des dents une partie des consommateurs. Par le passé, les modèles Exynos se destinaient majoritairement aux clients européens (et asiatiques), qui se sentaient souvent lésés par rapport aux acheteurs américains. En effet, certains smartphones affichaient des écarts de performances importants en fonction de la puce qu'ils embarquaient, l'Exynos 2200 affichant des performances en demi-teinte.

Cependant, Business Korea indique que la firme voit d'un mauvais œil l'utilisation de SoC Qualcomm sur la totalité de ses terminaux haut de gamme, une situation qui confère un trop gros avantage au fondeur américain. Le chaebol tenterait donc de la sorte de reprendre la main dans les négociations. Autant dire que cette nouvelle génération revêt une importance stratégique pour Samsung.

Le site d'information

"BuzzFeed News" va fermer

"Nous réduisons nos effectifs d'environ 15% aujourd'hui... et nous entamons le processus de fermeture de BuzzFeed News" a dévoilé ce jeudi le directeur l'entreprise.

Le site internet BuzzFeed News, symbole des nouveaux médias d'internet, va fermer dans le cadre d'un plan d'économies, a annoncé jeudi le directeur de BuzzFeed, Jonah Peretti, dans une note interne dont l'AFP a eu connaissance.

"Nous réduisons nos effectifs d'environ 15% aujourd'hui... et nous entamons le processus de fermeture de BuzzFeed News", un site d'information séparé du site de divertissement BuzzFeed.com a écrit M. Peretti dans un mémo adressé au personnel.

"Alors que des licenciements ont lieu dans presque toutes les divisions, nous avons déterminé que l'entreprise ne peut plus continuer à financer BuzzFeed News en tant qu'organisation autonome", a ajouté le directeur de BuzzFeed.

15% des effectifs représentent environ 1200 personnes sur un total de 8000 pour BuzzFeed. Jonah Peretti a précisé que "le HuffPost et BuzzFeed.com ont indiqué qu'ils allaient ouvrir un certain nombre de postes aux membres de BuzzFeed News".

Lancé en 2006, BuzzFeed est considéré comme la référence de la nouvelle génération de sites d'information gratuits noyés de pop culture et construits sur les réseaux sociaux, dont le modèle économique était quasiment entièrement appuyé sur la publicité. L'action BuzzFeed perdait plus de 20% jeudi à la Bourse de New York après l'annonce.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
HugueEric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

FAURE GNASSINGBÉ CHEZ EMMANUEL MACRON

Tout pour la paix et la sécurité

Eric J.

Faure Gnassingbé a été reçu par le président français Emmanuel Macron, ce mercredi, dans le cadre d'une visite officielle. Les deux premières personnalités ont eu des échanges au cours d'un dîner de travail au palais de l'Élysée la Présidence française.

Selon un communiqué de la Présidence, les deux chefs d'Etat ont, à cette occasion, réaffirmé leur détermination à renforcer le partenariat entre Paris et Lomé notamment dans les secteurs d'intérêt commun. « **Au cours de cette rencontre empreinte de convivialité, les Présidents Emmanuel Macron et Faure Essozimna Gnassingbé ont également passé en revue la situation sécuritaire dans**

la sous-région ouest africaine. Ils ont exprimé leurs vives préoccupations face à la persistance des menaces terroristes et l'extrémisme violent dans la sous-région et le Sahel, et réitéré leurs engagements à œuvrer de concert à la lutte contre ces fléaux », fait savoir la Présidence togolaise.

Il est indiqué que Faure Gnassingbé et Emmanuel Macron ont appelé, à cet égard, à l'intensification de la coopération et du partenariat aux plans bilatéral et multilatéral pour l'éradication de la criminalité transfrontalière et le terrorisme.

En marge de cette visite au Président français, Faure Gnassingbé a reçu la Directrice du Centre de développement de l'Organisation de coo-



Emmanuel Macron accueillant Faure Gnassingbé

opération et de développement économique (OCDE). « **L'objectif de cette rencontre avec le Président de la République**

était de discuter des mécanismes pour renforcer la bonne collaboration du Centre de développement avec le gou-

vernement togolais, en vue de promouvoir le développement au Togo. Sous le leadership du chef de l'Etat, nous avons beau-

coup travaillé avec le pays. L'examen des politiques de transformation économique est l'exemple le plus récent. Le Togo est un membre très apprécié du Centre de développement », a dit Ragnheiður Elin Arnadóttir. Elle a salué, à cette occasion, le leadership du Président de la République qui a permis de renforcer ce partenariat entre son institution et notre pays.

Pour rappel, le Togo est membre depuis en 2019, du Comité directeur du Centre de développement de l'OCDE, un organe international qui aide les pays en développement et les économies émergentes à trouver des solutions innovantes pour promouvoir une croissance durable et améliorer le bien-être économique et social.

MARCHÉ FINANCIER RÉGIONAL DE L'UEMOA

Les principaux acteurs à la 4^e édition des BRVM Awards à Lomé

F. Woussou

Les acteurs du Marché Financier Régional de l'UEMOA se sont donnés rendez-vous à Lomé ces deux derniers jours pour la 4^e édition des BRVM Awards, une cérémonie de récompense des meilleurs établissements financiers de l'Uemoa. C'est un événement annuel pour favoriser, un écosystème diversifié d'acteurs compétents, hautement professionnels, qui rassurent les épargnants et les entreprises au sein de l'UEMOA. Placée sous le thème « **Marchés des capitaux et résilience économique** », il a été question de débattre de sujets majeurs à travers des panels et des ateliers pour un marché financier régional plus efficient dans un environnement macroéconomique et des affaires plus favorable.

Selon le Directeur Général de la BRVM, Edoh Kossi Aménounvé, l'institution boursière la BRVM ambitionne de renforcer davantage, au cours des prochaines années, sa contribution au financement à long terme du secteur privé régional. « **Depuis la crise financière au mois de Mars 2022, toutes les bourses se sont orientées à la baisse. En 2022, les marchés des capitaux ont ressenti fortement l'impact des relèvements des taux directeurs des banques centrales à**



travers le monde pour juguler les pressions inflationnistes », a-t-il renseigné. C'est ainsi qu'au 31 Décembre 2022, le marché régional n'a pas été épargné par cette situation, malgré la résilience affichée par les Etats. En effet, la BRVM n'a enregistré qu'une légère hausse de 0,48%, même si sa capitalisation a augmenté de 4% pour s'établir à 4196 Milliards de FCFA.

Le ministre ivoirien de l'économie et des finances, Président du conseil des ministres de l'Uemoa, Adama Coulibaly a indiqué que bien que la reprise post covid dans les Etats de l'UEMOA ait été contrarié par les nouveaux chocs régionaux et mondiaux, l'économie de l'Uemoa devrait rester dynamique malgré la persistance des risques auxquelles

elle est soumise.

Selon les prévisions de la BCEAO, le PIB de l'union ressortirait à 5,1% au 1^{er} trimestre 2023 et à 5,3% au deuxième trimestre après une réalisation de 5,4% au 4^e trimestre 2022. Les performances économiques de l'Union, seraient tirées par la bonne tenue de la demande intérieure. En ce qui concerne le niveau des prix, les informations disponibles font état d'une poursuite de la décélération du rythme de progression du taux d'inflation du fait de la poursuite de la commercialisation des nouvelles récoltes et la modération des prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux. La résilience observée depuis la pandémie de la Covid 19 est salutaire. « **Cependant, il nous fait faire**

davantage pour mieux amortir les chocs et consolider la croissance et le développement des économies de notre zone. Je voudrais vous assurer de la disponibilité des Etats de l'Union à accompagner le marché financier régional afin d'accroître son rôle dans le financement de nos économies, surtout en cette période où elles sont sujettes à des chocs majeurs », a dit Adama Coulibaly

Le Premier ministre Victoire Tomégah Dogbé a relevé la vision du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé pour un secteur financier au service du développement de nos économies et pour son leadership reconnu en matière d'inclusion financière des populations. Pour elle, les belles performan-

ces de la BRVM sont un pas de plus pour les petites et moyennes entreprises qui sont les plus grands acteurs de l'économie nationale.

L'accumulation des impacts, des différentes crises, notamment sanitaire, sécuritaire, climatique et aujourd'hui financière affecte considérablement les économies des Etats de la sous-région. En effet, les Etats sont confrontés aujourd'hui à une raréfaction des ressources financières qui a, bien évidemment, un impact sur l'atteinte des ambitions de développement des pays. « **Néanmoins, nous sommes tous convaincus que nous pouvons surmonter ces défis. Pour cela, nous devons croire en notre capacité d'innovation et de résilience, une résilience que nous avons toujours su développer face au divers chocs. Notre capacité d'innovation doit nous permettre d'augmenter les ressources disponibles pour répondre aux besoins changeants, rendre notre marché beaucoup plus accessible, voir le démystifier au service de l'économie réelle en prenant en compte, les forces et les atouts de ces secteurs tels que l'agriculture, l'industrie, la logistique etc... Notre ambition commune est de permettre aux marchés des capitaux de contribuer à résilience économi-**

que en fournissant un financement aux entreprises, en diversifiant les sources de financement, en offrant une liquidité et une facilité d'accès aux capitaux et en favorisant la transparence et la confiance », a laissé entendre le Premier ministre togolais.

Des panels ont meublé ces deux jours d'échanges à Lomé : Panel 1 : « **Amélioration du cadre réglementaire et nouveaux acteurs : Quels bénéfices pour le Marché Financier Régional ?** » ; Panel 2 : « **Inflation, hausse des taux, ralentissement de la croissance : Quels impacts sur le système financier de l'UEMOA ?** » ; Panel 3 : « **Le Marché Financier Régional face au défi de l'intégration des places financières et des systèmes de paiement** ». Des ateliers avec des thèmes portant sur la « **Titrisation, notation, produits dérivés, matières premières : quelles perspectives pour le développement du marché financier de l'UEMOA ?** » ; « **Solutions innovantes pour le financement des PME : quelles synergies entre les banques et les marchés de capitaux ?** » et le « **Financement durable, financement des femmes, réduction des inégalités sociales : quels instruments et quel rôle pour le marché financier régional de l'UEMOA ?** », ont servi de terreau de discussions aux participants.

RECENSEMENT DANS LA ZONE 2 ET 3

Les opérations reportées quand les populations attendent une nouvelle prolongation dans la Zone 1

Eric J.

La commission électorale nationale indépendante (CENI) reporte les opérations de recensement électoral dans la zone 2 et 3.

Dans un communiqué rendu public, il est indiqué que le Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) informe le public que le démarrage du recensement électoral dans les zones 2 et 3, initialement fixé du 13 au 20 mai 2023 dans la zone 2 et du 27 mai au 03 juin 2023 dans la zone 3, est repoussé de quelques jours. L'opération dans ces zones devrait suivre celle de la zone 1 qui vient de s'achever.

Lors du conseil des ministres du lundi dernier, le Gouvernement a déploré les dysfonctionnements et difficultés et a appelé les acteurs à tout mettre en œuvre pour apporter des solutions afin que la suite du processus se déroule dans la sérénité. Ceci explique peut-être cela.

Il faut indiquer que l'opération de recensement dans la zone 1 a connu assez de difficultés qui n'ont

pas permis à tous ceux qui sont éligibles de se faire enrôler pour obtenir leur carte d'électeur. Dans presque tous les lieux de recensement, il y a eu des dysfonctionnements liés au mauvais fonctionnement des ordinateurs qui doivent enregistrer les données, à la lenteur des opérateurs de saisies, à la pénurie d'encre et de papier pour les impressions de cartes, etc. Dans certaines localités de la zone 1, les populations sont restées des heures et parfois des jours sans opérations d'enrôlement pour ces mêmes faits.

À l'entame de ces opérations, les organisations de la société civile et quelques partis politiques ont dénoncé ces manquements et invitaient la CENI à apporter des solutions immédiates. L'opération qui devrait durer 8 jours dans la zone 1 a été alors prolongée de 2 jours. Mais peine perdue. Les couacs constatés n'ont pas pu être jugulés au soir du 10 Mai, dernier jour de l'enrôlement dans la zone. Dans bien de centres, ils étaient nombreux ces concitoyens qui sont rentrés

bredouille à la maison.

Une aubaine donc pour les partis politiques de l'opposition et des associations de la société civile qui ont eu du grain à moudre. « C'est un recensement qui ne s'est pas du tout bien passé. Malheureusement, la CENI n'a pas été à la hauteur et on a laissé sur le carreau, une partie importante de nos compatriotes. Ce n'est pas normal, c'est une violation de leur droit et nous ne comprenons pas comment on peut justifier cela dans un pays censé être démocratique. C'est pour ça que nous nous emportons contre ce qui a été fait », a affirmé Kafui Aqjamagbo, secrétaire générale de la Convention démocratique des peuples africains (CDPA).

Pour Thomas Koumou, Président de la coalition LIDAW, les manquements observés lors du recensement dans la zone 1 dénote de la mauvaise volonté du Gouvernement et un manque de transparence. « On constate qu'on a un chaos sur le terrain. La répétition d'erreur dans les centres nous donne l'impression qu'on est en face de quelque chose qui a été planifiée et orchestrée pour que les Togolais ne puissent pas s'enregistrer, en tout



Le président de la CENI (1er plan, 3e de la droite) et une délégation suivant le test du dispositif du recensement avant l'opération dans la Zone 1

cas dans la zone 1 et nous nous posons des questions. Ce que nous constatons à la coalition Lidaw c'est qu'on ne veut pas que ce processus se déroule dans une transparence », a-t-il clamé.

D'ailleurs, eux tous, à l'instar du Mouvement Martin Luther King (MMLK), réclamaient une reprise de l'opération dans la zone 1 pour pouvoir permettre à tous ceux qui ont l'âge de voter et qui ont été mis

sur le carreau de pouvoir avoir leur pièce précieuse. « Sincèrement, les choses ne sont pas bien déroulées, il faut avoir le courage de le dire. On doit revenir dans la zone 1 pour pouvoir enrôler tous les citoyens qui ont le désir. C'est leur droit. Nous insistons que le recensement doit être repris dans la zone 1 pour que ces concitoyens qui n'ont pas été inscrits puissent le faire. C'est leur droit le plus ab-

solu », a dit Pasteur Edoh Komi, Président de MMLK.

Gageons que l'annonce du report de l'opération de recensement dans les zones 2 et 3 permettra à la CENI, comme le souhaite le Gouvernement, de tout mettre en œuvre pour apporter des solutions afin que la suite du processus se déroule dans la sérénité.

SANTÉ +

Avec le site Futura

Shigella : cette bactérie résistante aux antibiotiques qui inquiète les médecins

Le nombre d'infections provoquées par des bactéries résistantes aux antibiotiques augmente de façon inquiétante aux États-Unis. La shigellose existe aussi en Europe : elle provoque des diarrhées violentes.

Il pourrait s'agir d'un problème de santé publique préoccupant. Aux États-Unis et en Europe, une souche de la bactérie Shigella est devenue multirésistante aux traitements antibiotiques. Et les pays occidentaux font face depuis quelques années à une augmentation de shigellose, qui provoque des diarrhées infectieuses violentes et sont de plus en plus difficiles à soigner.

Les États-Unis tirent la sonnette d'alarme

C'est le Centre pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) américain qui attire l'attention cette semaine sur la question des souches problématiques ("XDR"). "En 2022, environ 5 % des infections à Shigella signalées étaient dues à des souches XDR, contre 0 % en 2015", indique l'agence sanitaire.

En Europe aussi, des shigelloses ultrarésistantes sont présentes, selon un rapport de l'OMS publié en 2022. 100 cas ont été détectés en France en deux ans.

Non seulement ces Shigella ne craignent pas l'arsenal thérapeutique de base déployé par les médecins pour soigner ce type d'infection, mais elles sont capables de transmettre leurs gènes de résistance à d'autres bactéries, explique le CDC américain. Ce qui peut être d'autant plus grave pour les patients infectés.

La shigellose est d'ailleurs très facilement transmissible par contact direct, par voie oro-fécale, ou via de l'eau ou des aliments contaminés. "Elle se caractérise par des douleurs abdominales souvent accompagnées de vomissements et l'émission de selles très fréquentes et nombreuses, glairo-sanglantes et purulentes, voire parfois hémorragiques. La fièvre est élevée, avec altération de l'état général", rapporte l'Institut Pasteur.

Un problème sanitaire mondial

Alors que la maladie affecte traditionnellement plutôt les enfants, le rapport du CDC indique que la XDR frappe plutôt les adultes. L'âge médian des 249 patients atteints de shigellose XDR entre 2015 et 2023 est de 42 ans ; 82 % sont des hommes, 13 % des femmes et 5 % des enfants. Les scientifiques ont constaté que les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes sont surreprésentés.

Les personnes infectées peuvent s'en remettre en évitant simplement la déshydratation, mais en cas de symptômes plus graves, il sera donc difficile de trouver un traitement antimicrobien s'il s'agit d'une souche XDR. Heureusement, ces cas précis sont pour le moment rarissimes, quand on les rapporte au chiffre global de 3 millions de contaminations par an aux États-Unis. Environ 35?000 personnes meurent tout de même de cette maladie chaque année dans le pays, et 200?000 personnes dans le monde. Les Nations Unies ont appelé déjà en 2019 à une lutte plus intensive contre la propagation des bactéries résistantes aux antibiotiques? : d'ici 2050, le nombre de décès qu'elles causent au niveau mondial va doubler et passer à 10 millions si aucune mesure n'est prise, selon les prévisions.

RÉSILIENCE À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET COMMERCE

Double décaissement de la BOAD au Togo : 10 milliards pour le projet P2-P2RS et 5,137 milliards pour le centre d'affaires du groupe DUVAL

Late Pater

Douze prêts au profit de sept pays ouest africains et concernant le financement partiel des projets ont été approuvés par le Conseil d'administration de la Banque ouest africaine de développement (BOAD) à l'occasion de sa 135^{ème} session ordinaire tenue le 8 mai 2023. Le Togo en a eu deux. **Primo**, le pays bénéficie de **10 milliards de francs Cfa pour le Projet 2 du Programme de Renforcement de la Résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel (P2-P2RS)** qui vise, entre autres, à renforcer sur une base durable et résiliente la productivité et les productions agro-sylvo-pastorales, ainsi que les revenus tirés des

financements prospectifs avec le Fonds Canada-Banque africaine de développement pour le climat. En plus des 176 millions de dollars américains dont le feu vert à l'octroi a été donné, le 15 décembre 2022, par le Conseil d'administration du Fonds africain de développement. Alors que le premier projet est allé à sept pays (Burkina Faso, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad) et achevé le 1^{er} février 2023, le P2-P2RS profite à six pays (Burkina Faso, Guinée, Mali, Niger, Sénégal et Togo) et à trois organisations intergouvernementales du Sahel et de l'Afrique de l'ouest.

Côté Togo, les bénéficiaires des actions du P2-P2RS sont estimées à 408 847 personnes. Le projet va

km de pistes rurales ; appuyer et opérationnaliser 3 centres de productions de semences (fourragères, café-cacao et animales) ; lancer 3 partenariats publics-privés ; aménager 40 000 ha périmètres pastoraux ; aménager ou réhabiliter 200 points d'eau pastoraux ; doter 10 communes de plans de développement communaux (PDC) climato-intelligents et de plans d'adaptation à 50 villages en vue de leur transformation en villages climato-intelligents ou éco-villages ; aménager et mettre en valeur 50 ha de périmètres maraîchers par les femmes ; doter le Togo de stratégies et des dispositifs réglementaires pour accompagner la promotion des bio-digesteurs et de services spécialisés de certification, for-

infrastructures (Amou 2, Kpélé 1, Agou 1 et 2, pour l'existence des périmètres rizicoles), l'enclavement et le potentiel agropastoral (Anié 2, Est Mono 2, Ogou 2 et Haho 4), la dégradation des terres (Haho 4, Anié 2, Est-Mono 2, Ogou 2, Kpélé 1).

Secundo, toujours pour le Togo, la BOAD a octroyé **5,137 milliards de francs Cfa pour la construction d'un complexe commercial par la Société Afrique Développement (Société AD) SA** à Lomé. Ce projet contribuera à faire du Togo, un centre d'affaires de premier ordre par la mise en place d'une plateforme commerciale de standing international. La Société AD est la filiale du groupe français Duval, actif dans l'immobilier. Le projet du futur complexe commercial devrait abriter un hypermarché alimentaire, de grandes surfaces spécialisées, des boutiques, des restaurants et un business-center. Le site d'informations *togofirst* en rapporte l'étendue : hypermarché alimentaire de 5.350 m² de surface de plancher (correspondant à 3.200 m² de surface de vente) ; 4.863 m² de moyennes surfaces, réparties en six volumes ; 1.340 m² de boutique ; 525 m² pour un point food court, avec une terrasse extérieure ; 1.075 m² de bureaux à l'étage ; 304 places de parking. Et l'effectif global que pourra accueillir le centre est de 3 500 personnes, dont 3 150 personnes représentant le public et 350 personnes, le personnel.



Augmentation de la production de riz grâce au 1er projet du P2RS (photo BAD)

chaines de valeurs agro-pastorales, et à renforcer les capacités adaptatives des populations par une meilleure maîtrise des risques climatiques.

Pour ce qui est prévu, c'est un total de 20 milliards de francs Cfa qui est attendu de la BOAD, en co-

aider à restaurer 5 000 ha de terres agricoles et 90 000 ha de pâturages, 400 km de pare-feu et de couloirs, 30 000 ha de superficie cartographiée ; construire 20 micro-barrages ou retenues d'eau ; aménager ou réhabiliter et mettre en valeur 10 000 ha de petits périmètres, 800

mer 1000 jeunes dont 50% de filles et construire 111 bio-digesteurs... Les communes sont réparties dans huit (8) préfectures de la région des Plateaux et sont choisies sur la base de plusieurs critères dont les plus importants sont la vulnérabilité (communes Akébou 1 et Akébou 2), les

FOOTBALL/ ELIM CAN 2023 | 5^{EME} JOURNEE

Eswatini reçoit le Togo le 18 juin en Afrique du Sud

Les Éliminatoires de la prochaine Coupe d'Afrique des Nations (CAN) se poursuivent au mois de juin prochain. Après la défaite (1-0) puis le match nul (1-1) face au Burkina Faso au mois de mars, les Éperviers repartent vers un nouveau combat en juin.

Hervé A.

Le Togo (2 points) quatrième du groupe B sera en déplacement en Afrique du Sud pour affronter Eswatini qui n'a pas de terrain homologué par la CAF et obligé d'accueillir ses adversaires dans la nation arc-en-ciel.

Les Eperviers seront donc face aux Sihlangu Semnikati (Boucliers du Roi) le dimanche 18 juin 2023 au Nelspruit-Mbombela Stadium à 15 heures GMT (17 heures, Heure locale). Mbombela est une ville de l'Afrique du Sud, située à 330 km de Johannesburg, dans la province du Mpumalanga dont elle est le chef-lieu. Elle est à moins de 200 km de Mbanane la capitale d'Eswatini.

La rencontre Eswatini vs Togo comptant pour la 5^{ème} journée des éliminatoires de la CAN 2023 sera dirigée par l'arbitre Kenyan Peter WAWERU KAMAKU. Ce dernier sera aidé par Souru PHATSOANE, 1^{er} Assistant de Lesotho, Gilbert Kipkoeh CHERUIYOT, 2^{ème} Assistant du Kenya et Mimisa Dickens NYAGROWA,



4^e officiel du Kenya. Le quatuor arbitral sera encadré par Ahmad Nazeer

Hossen Bowud, commissaire de la Mauritanie.

Rappelons qu'après la 4^{ème} journée, le Togo qui compte le même nombre de points que Eswatini (2 points) figure à la 4^{ème} place de son groupe.

Pour assurer la bonne qualité des cérémonies d'avant-match lors des rencontres, la CAF a créé un nouveau rôle. Il s'agit de la fonction de coordinateur PMC (coordinateurs des cérémonies d'avant-match).

Ainsi pour la rencontre Eswatini vs Togo, la CAF a désigné le sud-africain Joshua Robert Knipp. Ce dernier aura pour mission d'organiser la cérémonie des drapeaux aux meilleures standards et d'organiser l'entrée des équipes sur le terrain pour le coup d'envoi. Il aura également pour mission de gérer le Timings de tout ce qui précède et de donner le signal du coup d'envoi à l'arbitre. Le commissaire de match désigné sera responsable de tous les autres aspects organisationnels comme d'habitude (MCM, vérification des joueurs, rapports, etc.).

MONDIAL FEMININ 2023/

La ministre française veut rapprocher la FIFA et les diffuseurs

La France sera-t-elle privée des images du Mondial de football féminin en 2023 ? A moins de trois mois de l'événement, co-organisé par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, le scénario reste possible.

La FIFA n'a toujours pas fait affaire avec un diffuseur français. Son président, Gianni Infantino, a même haussé le ton le mois dernier en menaçant les pays européens de les laisser à l'écart du tournoi mondial, faute d'offres suffisantes de la part de leurs groupes audiovisuels. Au ministère français des Sports, la menace est prise très au sérieux.

La ministre, Amélie Oudéa-Castéra (photo ci-dessus), est même déterminée à s'en occuper personnellement. Elle a fait savoir, mercredi 10 mai, qu'elle avait "engagé des discussions

avec la FIFA", et dans le même temps commencé à contacter "chacun des diffuseurs français". Objectif : "Contribuer à rapprocher les vues dans les semaines à venir."

A ce stade, rien de très concret, mais la ministre des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques se dit optimiste. Citée par l'AFP, elle assure avoir "pleinement confiance dans la capacité de l'ensemble des acteurs du dossier en France à trouver, in fine, les voies et moyens d'une juste mise en valeur de la compétition et notamment des matches de l'Equipe de France féminine."

La question du Mondial de football féminin et de sa diffusion devrait être discutée lors du prochain conseil des ministres des sports de l'Union européenne, prévu le 15 mai. Pour rappel,



les autorités françaises ont établi en 2004 une liste des "événements d'importance majeure", que la loi oblige à diffuser au public gratuitement. Elle compte 21 rendez-vous sportifs inter-

nationaux, pour l'essentiel masculins. Mais elle n'a jamais été remise à jour, malgré la volonté manifestée, mais non concrétisée, des ministres des sports successifs.

JUDO

Clarisse Agbégénou championne du monde pour la 6^e fois

La Française Clarisse Agbégénou, de retour aux mondiaux après un congé maternité, a remporté, mercredi, les Championnats du monde de judo, mercredi à Doha, dans la catégorie des -63 kg.

Sixième titre de championne du monde. À 14 mois des JO de Paris, son grand rêve, la Française Clarisse Agbégénou a envoyé un message à la concurrence. Pour son retour aux mondiaux après un congé maternité, elle a remporté la finale, mercredi 10 mai à Doha, dans la catégorie des -63 kg. Elle a battu la Slovène Andreja Leski

"Je ne pouvais pas rêver mieux, j'ai travaillé très très dur pour en arriver là", a-t-elle déclaré pour la chaîne l'Équipe. "Il me reste encore des choses à travailler pour Paris-2024, mais je suis fière, c'est le titre le plus difficile, j'ai beaucoup travaillé pour en arriver là, beaucoup pleuré aussi".

"J'avais dit à ma fille que je lui mettrais la médaille autour du coup, chose promise chose due", a-t-elle dit en souriant, alors que sa fille était à ses côtés tout au long de la journée.

Sa journée de compétition avait com-



mencé avec une victoire au premier tour contre la Serbe Anja Obradovic, 30^e mondiale, au terme de 3 min 45 de combat.

Elle s'était ensuite imposée par ippon en prolongation face à la Cubaine Maylin Del Toro Carvajal, livrant un combat accroché contre la 16^e mondiale et récente finaliste du Grand Slam de Tel Aviv.

Au troisième tour, face à l'Israélienne Gili Sharir, 7^e mondiale et victorieuse

du Grand Slam de Paris début février, elle a de nouveau été contrainte à la prolongation, avant de l'emporter par waza-ari.

Elle est ensuite montée en puissance en quart de finale, dominant la Canadienne Catherine Beauchemin-Pinard, n^o 2 mondiale et vice-championne du monde en titre par ippon, malgré une frayeur lors d'une phase de combat au sol.

Le tableau s'étant éclairci après l'éli-

mination précoce des deux Japonaises, la Française, présente au Qatar avec sa fille, s'est retrouvée à affronter en demi-finale l'Autrichienne Lubjana Piovesana, 60^e mondiale, qu'elle a dominée par ippon de manière méticuleuse.

Absente de la dernière édition des mondiaux pour cause de congé maternité, Agbégénou signalait au Qatar son grand retour sur la scène planétaire, en préparation des JO à domicile dans un peu plus d'un an.

Depuis sa reprise, la double championne olympique de Tokyo, désormais sextuple championne du monde, n'avait disputé que deux compétitions, la première avec son club fin 2022, puis le Grand Slam de Tel Aviv en février dernier.

Avant les mondiaux, elle s'était estimée capable d'aller chercher une médaille, tout en déclarant ne pas être encore à 100 % de ses capacités.

"Je pense qu'indéniablement, il y a un aspect psychologique. La patronne est de retour et ça a inquiété tout le monde", a déclaré son entraîneur Ludovic Delacotte, interrogé juste après sa qualification pour la finale. Avec AFP

BREVES

La RUSADA reste suspendue

La Russie devra encore patienter avant de pouvoir réintégrer la liste des pays répondant aux exigences de la lutte antidopage. Suspendue en décembre 2020 pour une période de deux ans, l'Agence russe antidopage (RUSADA) n'est toujours pas jugée conforme au Code mondial antidopage.

Le service de presse de l'AMA l'a expliqué mercredi 10 mai, en réponse à une demande de précision de l'agence TASS. "Le comité exécutif a reçu une mise à jour sur le statut actuel de l'Agence russe antidopage (RUSADA), qui n'est toujours pas conforme au Code mondial antidopage, a indiqué l'AMA dans un communiqué.

Cela est lié à la décision prise en 2020 par le Tribunal arbitral du sport de déclarer la RUSADA non conforme et de mettre en œuvre un certain nombre de conséquences sur le sport russe pour une période de deux ans.

La RUSADA restera non conforme jusqu'à ce que l'AMA ait pu vérifier qu'elle remplit chacune des conditions de réintégration fixées par le TAS. "Cinq mois après la fin de sa suspension, la RUSADA est donc toujours dans l'attente d'une levée de sa sanction. Et elle pourrait bien devoir encore attendre. Pour rappel, l'AMA avait initialement demandé une suspension de quatre ans, mais le TAS l'a réduite à deux ans.

La belle émotion d'Eto'o pour Onana

Mercredi, l'Inter Milan a pris une option sur la qualification en finale de Ligue des Champions, en dominant l'AC Milan dans le derby de la Madonnina (0-2). Auteur d'un nouveau clean sheet, le septième en C1 cette saison, André Onana (37 apparitions TCC, série en cours) a été adoué par Samuel Eto'o.

Grâce à des buts précoces d'Edin Džeko (8e) et d'Henrikh Mkhitaryan (11e), les Nerazzurri ont pris le meilleur sur les Rossoneri en demi-finales aller de LdC et ont un pied en finale. Arc-boutés en 3-5-2, les Intéristes ont pu compter sur une défense de fer, avec André Onana en dernier rempart. Le portier camerounais (34 capes) a été infranchissable sur sa ligne - sauvé par le poteau sur un tir de Tonali à l'entrée de la surface (63e).

Au sortir de la rencontre, Samuel Eto'o, président de la Fédération camerounaise de football (Fécafoot) et ex-attaquant de l'Inter, s'est réjoui de la performance de son ancien club et du natif de Nkol Ngok. "C'est une émotion particulière de voir mon Inter gagner le derby et de voir André Onana, qui peut jouer la finale de la Ligue des Champions. Je suis heureux comme président de la Fédération et comme son père", a réagi le champion d'Europe 2010, au micro de Prime Video Italia. "C'est mon fils, a-t-il renchéri. Il a grandi dans mon académie. C'était un bon garçon, j'ai tellement d'émotions quand je me souviens de ses débuts. Il est aussi bon avec ses pieds que Julio Cesar."

Des propos qui devraient faire plaisir à l'ancien de l'Ajax, quoiqu'ils ne suffisent pas à rapatrier le "fils" prodigue en sélection... En effet, Onana, qui a pris sa retraite internationale le 23 décembre 2022, sur fond d'une Coupe du monde polémique, emmaillée de tensions avec le sélectionneur Rigobert Song et le staff des Lions Indomptables, ne serait pas proche d'un retour avec l'équipe du Cameroun malgré les tentatives de rapprochement opérées par son "père". "Il (André Onana, ndr) a décidé de prendre sa retraite internationale. Tu ne peux pas le forcer", avait confié son compatriote Zambo Anguissa dans une interview à Canal+ début avril.

Thomas Bach lâche un chiffre

Thomas Bach s'est rendu en Chine, à partir de la fin de semaine passée, pour une visite de cinq jours à Pékin, Shanghai et Hangzhou. Le président du CIO a multiplié les rencontres formelles et les photos officielles.

Au Comité olympique chinois (COC), d'abord, où il s'est entretenu vendredi 5 mai avec le président en place, Gao Zhidan. Puis à la résidence du Premier ministre, Li Qiang, avec lequel il a évoqué la réussite et l'héritage des Jeux d'hiver de Pékin 2022.

Le dirigeant allemand a également rencontré, pour un échange tout aussi officiel, le directeur exécutif de l'entreprise chinoise Mengniu, partenaire mondial du CIO, Jeffrey Lu. Moins attendu, Thomas Bach a profité d'un entretien avec l'agence de presse Xinhua pour évoquer les Jeux d'été en 2036. Et, surprise, il a laissé entendre que la Chine pourrait se lancer dans la bataille.

"Les candidatures de la Chine sont toujours les bienvenues, a suggéré Thomas Bach. Pour l'instant, nous avons déjà désigné les hôtes jusqu'en 2032. La Chine a donc encore un peu de temps pour réfléchir à sa prochaine candidature, qui sera pour 2036. Mais je me réjouis vraiment de voir de nombreux événements sportifs internationaux majeurs se dérouler en Chine dans les années à venir."

Toujours selon Thomas Bach, le nombre de pays ayant manifesté un intérêt à recevoir les Jeux d'été en 2036 serait désormais passé à deux chiffres. Prudent, le président du CIO n'en a pas dressé la liste. Mais elle ne semble pas encore compter la Chine. A plus de treize ans de l'échéance, la Corée du Sud, l'Inde, l'Indonésie, le Qatar, le Mexique, la Turquie, l'Allemagne, la Hongrie, l'Égypte et la Grande-Bretagne ont exprimé, plus ou moins officiellement, leur volonté de se lancer dans la course.

MISSIONS HUMAITAIRES AU TOGO

1.000 consultations et plus de 400 soins à Ahépé et Tsévié grâce à Terre d'azur

Late Pater

Soigner, former, éduquer et équiper... Voilà les quatre objectifs de Terre d'azur. Basée à Mouans-Sartoux, l'association organise – depuis plus de trente ans – des missions pluridisciplinaires de soins en Afrique. Et particulièrement au Togo, dans la région Maritime. «Depuis 2006, nous nous rendons très régulièrement dans cette zone afin d'aider les habitants à accéder à une meilleure qualité de soins. Un lien de confiance s'est construit, au fil des années, entre la population et les professionnels de santé. De plus, sur place, nous pouvons bénéficier de l'aide des directeurs d'hôpitaux et des directeurs préfectoraux togolais pour la préparation en amont de chaque mission humanitaire», détaille Jeanne Meslier de Rocan, présidente de Terre d'azur. Deux fois par an, l'association azuréenne Terre d'azur, basée à Mouans-Sartoux (commune française dans les Alpes-Maritimes), organise des missions de soins au Togo.

En avril 2023, une équipe pluridisciplinaire – réunissant des professionnels de santé de l'hôpital de Cannes et du CHU de Nice (ophtalmologues, dentistes, ORL, infirmiers, kinésithérapeutes et médecins généralistes – a participé à l'aventure. Pendant deux semaines, l'équipe pluridisciplinaire est intervenue au dispensaire d'Ahépé ainsi qu'à l'hôpital de Tsévié. Sur place, elle a effectué plus de 1.000 consultations. Les infirmiers ont réalisé plus de 400 soins comme des pansements, des injections ou des perfusions au dispensaire. Séquelles de fracture, pied bot, douleurs dues aux mauvaises positions au travail... Les kinésithérapeutes ont soulagé les troubles d'une centaine de patients, tandis que les dentistes ont procédé à une centaine d'extractions dentaires. Les ophtalmologues ont réalisé une dizaine d'opérations de cataracte et donné des centaines de lunettes grâce à un appel aux dons lancé, quelques mois plus tôt, par le CHU de Nice. Enfin, les médecins généralistes ont pu établir divers diagnostics, permettant ainsi à une quarantaine de personnes de se faire opérer aux frais de l'association. «Problèmes gynécologiques, de hernies, de tumeurs... Les interventions concernaient des pathologies très diverses», précise la présidente.

Une amélioration de l'accès aux soins. Aujourd'hui, après de nombreuses missions humanitaires au Togo, Jeanne Meslier de Rocan constate avec fierté l'amélioration des conditions de soins. «Cette année, pour la première fois, un médecin a été nommé au dispensaire d'Ahépé. Dans la

ville voisine de Tabligbo, l'hôpital est en pleine expansion et des blocs chirurgicaux sont en cours de construction. Des équipements d'ophtalmologie sont également prévus. Nous avons collecté du matériel médical, et nous allons très bientôt l'acheminer par containers», ajoute la présidente de l'association.

Il y a quelques années déjà, les missions de Terre d'azur et les dons du Lions club Cannes Europe ont permis la création du Jardin des femmes à Ahépé afin de lutter contre la dénutrition et la malnutrition des enfants, des femmes enceintes ou allaitantes. L'association s'est également investie dans l'hygiène des populations. Ainsi, grâce à une subvention mouansoise, des latrines et une adduction d'eau pour se laver les mains ont pu être installées dans deux écoles du district d'Ahépé. L'association Terre d'azur reviendra, en octobre 2023, pour poursuivre ses missions. «Car il reste du chemin à



L'équipe médicale azuréenne avec les traducteurs et le personnel de l'hôtel

parcourir, et les projets ne manquent pas», conclut Jeanne Meslier de Rocan. Prochain objectif : installer une citerne sur le toit du dispensaire d'Ahépé.

Pour financer les missions humanitaires, l'association organise régulièrement des braderies. Prochaine date : le samedi 20 mai. De 10h à 17h, les membres de l'association organiseront une vente

de vêtements et accessoires reçus tout au long de l'année. Ils proposeront également des objets divers, venus du Togo.

Plus de 4 000 lunettes récoltées grâce à l'appel aux dons du CHU de Nice. Les Drs Jérémie Chiabo et Arnaud Ballino, ophtalmologistes du CHU de Nice ainsi que Barthélémy Fallet, infirmier du service, ont fait partie de l'aven-

ture au Togo. Plusieurs mois avant leur départ, ils avaient lancé une grande collecte de lunettes à l'hôpital Pasteur de Nice. «Une vraie réussite ! Nous avons récupéré plus de 4 000 lunettes de vue ou de soleil, avec ou sans correction, pour adulte ou enfant», s'enthousiasme le Dr Chiabo. Sur place, les médecins ont ramené une partie du stock et ont pu assurer une activité de consultation médicale, mais aussi redistribuer les lunettes en fonction des besoins. «Nous avons au préalable étiqueté les verres avec les corrections et nous les avons fait essayer jusqu'à choisir ceux qui conviennent le mieux à chaque personne», relate le Dr Chiabo. Pour certains, porter enfin des lunettes a vraiment changé leur quotidien. «Certaines personnes âgées ont pu enfin retrouver le goût de lire. Plusieurs instituteurs ont de nouveau pu commander le tableau et corriger sans difficulté les copies de leurs élèves. Des artisans et maraîchers

du marché ont pu travailler avec plus de précision». Au dispensaire, les ophtalmologues ont dû s'adapter au peu de matériel disponible. «Il a fallu réaliser l'examen de l'œil avec une lampe à fente très ancienne». La deuxième semaine, les médecins ont réalisé une dizaine de chirurgies de la cataracte et de la cornée. «Là encore, nous avons opéré dans une pièce très exigüe avec le minimum de matériel». Du fait de la barrière de la langue, l'œil des patients ne devait surtout pas bouger, et toutes les anesthésies étaient alors périlleuses (anesthésiques dans l'orbite autour de l'équateur du globe oculaire). «Malgré toutes ces contraintes, je garde un souvenir incroyable de ces deux semaines. Je reste marqué par tous les sourires qui se sont dessinés sur les visages. Je n'ai qu'une envie : retourner là-bas pour poursuivre la mission».

Source : nicematin.com

PRODUITS INDUSTRIELS

Une production en hausse et des prix de production en légère baisse, en février

Late Pater

Selon les enquêtes mensuelles auprès des entreprises réalisées par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), la production industrielle a connu une hausse de 0,7% au mois de février 2023, par rapport à janvier, qui est expliquée par l'augmentation de la production dans les industries extractives (+3,8%) et dans les industries manufacturières (+3,6%). En glissement annuel, on note aussi une augmentation de l'activité industrielle de

9,1% en lien avec celle observée dans les industries extractives (+66,7%), dans les industries manufacturières (+8,5%) et dans les industries environnementales (+136,3%). Cependant, les activités dans les industries de production et de distribution d'électricité et d'eau ont enregistré une baisse de 4,3%, après la baisse dans le captage, traitement et distribution d'eau (-7,9%) et dans la production et distribution d'électricité (-0,3%).

Dans les détails de cet indice de la production industrielle (IPI), la hausse de 3,6% dans les industries manufacturières en février est

née des augmentations observées dans le travail de caoutchouc et du plastique (+23%) et dans les autres industries manufacturières (+39,9%). Tandis que, sur le même mois, la production en volume dans les industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau était en baisse de 9,2% par rapport à un mois plus tôt, suite à la baisse observée au niveau du captage, traitement et distribution d'eau (-11,4%) et au niveau de la production et distribution d'électricité (-6,9%). Mensuellement, l'activité dans les industries environnementales était plutôt sta-

ble par rapport à janvier.

Pendant que la production remontait, les prix à la production industrielle, eux, connaissaient une légère baisse globale en février 2023, de 0,5%. Sur l'année, ces prix ont révélé, par contre, une augmentation de 8,4%, principalement imputable à la hausse des prix dans les industries extractives (+73,4%), en l'occurrence le phosphate, et dans les industries manufacturières (+2,7%, sous l'effet combiné de la hausse des prix de la fabrication de produits alimentaires (+11,8%) et du travail du caoutchouc et du plastique

(+21,8%).

D'après l'indice des prix à la production industrielle (IPPI), par rapport au mois de janvier 2023, les prix à la production ont augmenté de 0,4% dans les industries extractives ; baissé de 1,1% dans les industries manufacturières. En février 2023, les prix de production d'électricité et d'eau sont restés stables, mais ont baissé de 0,4% sur l'année. Enfin, tant en évolution mensuelle qu'en glissement annuel, les prix à la production étaient stables dans les industries environnementales.

NOUVEAU DISPOSITIF SOFIA

Le Togo parmi les 5 pays prioritaires, une opportunité pour les OSC dans la santé

Late Pater

SOFIA, c'est la Structuration des Organisations de la Société Civile : Financement, Impact et Accompagnement. C'est désormais le dispositif d'appui à la société civile locale, lancé par L'Initiative, elle-même une facilité mise en œuvre par Expertise France et complémentaire du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Pour le lancement de ce dispositif, cinq (5) pays de concentration sont éligibles : Bénin, Djibouti, Guinée, Tchad et Togo. D'autres pays francophones d'Afrique subsaharienne intégreront progressivement le dispositif à partir de 2024.

Selon la note détaillée, le dispositif SOFIA s'adresse aux organisations de taille intermédiaires, actives sur les enjeux de lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose et/ou pour le renforcement des systèmes de santé et/ou l'accès des populations clés à la santé y compris en matière de droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR). Complémentaire aux appuis existants de L'Initiative, il a été approuvé par le comité de pilotage de L'Initiative au premier trimestre 2023. Et pour 2023, l'appel à manifestation d'intérêt court du 3 mai 2023 au 14 juin 2023. Afin d'être éligibles, les organisations doivent répondre aux critères suivants : l'organisation candidate doit être enregistrée et active dans l'un des

pays éligibles au dispositif SOFIA ; être une OSC c'est-à-dire une organisation indépendante du gouvernement et à but non lucratif ; être une personne morale ayant son conseil d'administration / son comité dirigeant et son siège enregistré dans le pays éligible ; l'organisation doit avoir au moins 2 ans d'existence légale ; elle doit se composer d'au moins trois personnes (salariées et/ou bénévoles) ; elle doit disposer d'un budget annuel compris entre 50 000 et 250 000 euros (total dépenses 2021 comme indiqué dans le rapport financier global 2021 de l'organisation).

Intégré à la modalité «L'Accélérateur», le dispositif SOFIA a en objectif d'appuyer les organisa-

tions de la société civile (OSC) locales du secteur de la santé afin de favoriser leur participation active à la lutte contre les pandémies (VIH, tuberculose et paludisme), au renforcement des systèmes de santé (y compris communautaires) et à la lutte contre les inégalités de genre et pour les droits humains. Les organisations sélectionnées seront accompagnées de manière rapprochée par l'équipe du dispositif SOFIA pour la mise en œuvre de la subvention (notamment pour les rapports et le suivi financier). Pour cet accompagnement personnalisé, les organisations bénéficieront, dans un premier temps, d'un diagnostic initial à la fois d'un point de vue organisationnel et dans le

domaine opérationnel et technique (santé publique, maladies infectieuses, genre, etc.) ; puis, un renforcement de compétences et des capacités sera ensuite mis en place par l'intermédiaire d'assistances techniques sous diverses formes (expertise résidentielle, appui ponctuel ou perlé, formations, etc.). En ce qui concerne l'appui financier du dispositif, une subvention comprise entre 50 000 et 75 000 euros sur une période de 15 mois renouvelable 3 fois maximum (c'est-à-dire jusqu'à 5 ans d'appui au total) ; cette subvention permet de couvrir des frais de fonctionnement, des ressources humaines et des activités.

TRAITÉ D'INTERDICTION DES ARMES NUCLÉAIRES WILPF-TOGO sensibilise sur le sujet

F. Woussou

La Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté (WILPF-TOGO), évalue le chemin parcouru en matière de la lutte contre les armes nucléaires depuis qu'elle a démarré sa campagne de sensibilisation pour la ratification par le Togo du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), à travers les ateliers d'information et de formation organisés en 2022 et ceux en cours en 2023.

Ces campagnes et ateliers de formation sur la stratégie de mobilisation des acteurs nationaux vers la ratification du Traité, vise le renforcement de capacité des membres de la ligue sur le traité sur l'interdiction des armes nucléaires que le Togo a signé le 20 septembre 2017 et qu'il n'a pas encore ratifié. Une séance vient de se tenir cette semaine à Togokomé (Gbodjomé) dans la commune Lacs 3.

Selon la présidente WILPF-TOGO, Mme Bassiratu Idrissou-

Traoré, les armes nucléaires constituent un danger pour l'humanité et le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) est un moyen efficace pour mettre fin à leur utilisation. Les femmes doivent donc s'approprier le contenu du traité afin qu'elles comprennent les mécanismes et les outils internationaux pour la prévention des conflits. « **C'est pourquoi sa ligue mène une campagne pour sa ratification** », a dit Mme Idrissou-Traoré. Elle a relevé qu'en matière de désarmement nucléaire, les femmes jouent un grand rôle et sont engagées aussi dans les luttes contre tous les types d'armes. Pour ce faire, WILPF-TOGO incite les autorités à pouvoir accélérer le mécanisme de ratification. « **Nous avons mené des démarches au niveau des ministères. A la date d'aujourd'hui, le dossier est presque prêt. Il se trouve sur la table du secrétaire général du gouvernement puisque nous avons fait des déclarations pour que le ministère en charge des Affaires étrangères puisse porter le**

document à la ratification. Nous prions chacun de faire de la lutte contre les armes nucléaires son crédo afin qu'un jour qu'on bannisse dans le monde les violences armées », a renseigné la Présidente de WILPF-Togo.

La situation sécuritaire dans le Nord du Togo, dans les pays du sahel et les conflits qui ont cours un peu partout dans le monde doivent servir de leçons à tout un chacun afin que tout le monde s'implique dans la lutte contre les armes nucléaires. « **Le terrorisme est un danger qui nous menace tous. Nul n'est épargné. Nous sommes à quelques pas de la frontière Togo-Bénin et il faut que nos populations soient sensibilisées, formées sur la manière de détecter ces terroristes parmi nous** » a dit Adjoko Egnonam Mensah de la mairie LACS 3, trouvant judicieux l'initiative de WILPF-TOGO de sensibiliser les femmes sur les dangers des armes nucléaires, la sécurisation et le devoir de vigilance.

ENTRE CMA CGM ET BOLLORÉ LOGISTICS Offre remise et acceptée pour acquisition d'activités

Late Pater

Communiqué – Le Groupe Bolloré a reçu du Groupe CMA CGM, le 8 mai 2023, une promesse d'achat de 100% de Bolloré Logistics sur la base d'une valeur d'entreprise de 5 milliards d'euros. Cet engagement fait suite aux négociations exclusives entre le Groupe Bolloré et le Groupe CMA CGM annoncées le 18 avril 2023. Le Groupe Bolloré a accepté cette promesse en tant qu'offre. Les procédures d'information et de consultation des instances représentatives du personnel compétentes au titre de ce projet au sein du Groupe Bolloré vont être à présent engagées. La décision sur l'exercice de cette promesse interviendra à l'issue de ces procédures. Compte tenu d'ajustements décidés entre les parties portant principalement sur la valeur des minoritaires et de la dette IFRS16, le prix de cession s'établirait à 4,650 milliards d'euros avant calcul de la dette et de la trésorerie à

la date de réalisation.

Le Groupe Bolloré confirme d'ores et déjà la mise en place du dispositif de complément de prix à hauteur de 0,25 euro pour chaque action Bolloré SE cédée dans le cadre de l'offre publique d'achat simplifiée de Bolloré SE sur ses propres actions, tel qu'annoncé le 18 avril. Ce complément de prix sera versé si la promesse d'achat reçue de CMA CGM est exercée et que la vente de 100% de Bolloré Logistics aboutit dans les termes qui auront été convenus.

Cette acquisition, si celle-ci venait à se réaliser, renforcerait considérablement l'activité logistique du Groupe CMA CGM et placerait sa filiale CEVA Logistics parmi les cinq premières entreprises mondiales du secteur du transport et de la logistique. La combinaison des activités logistiques du Groupe CMA CGM avec celles apportées par Bolloré Logistics représenterait un chiffre d'affaires global de près de 24 milliards de dollars US (base

2022). Après les intégrations d'Ingram Micro Commerce & Lifecycle Services et Colis Privé, puis de GEFCO, qui ont respectivement permis de conforter l'expertise de CEVA en matière de logistique contractuelle pour les acteurs du e-commerce et en solutions pour le secteur automobile, l'acquisition de Bolloré Logistics permettrait de renforcer les activités de fret, à la fois maritime et aérien, de la division logistique du Groupe. Le nouvel ensemble représenterait des volumes transportés équivalents à plus de 2 millions d'EVP annuels pour le transport maritime et 0,8 millions de tonnes pour le transport aérien. Les capacités d'entrepôts s'élargiraient de plus 900 000 m², répartis dans 115 entrepôts différents, s'ajoutant aux 10,3 millions de m² déjà gérés par CEVA Logistics avec ses 750 entrepôts dans le monde. L'acquisition ouvrirait également l'accès à des hubs logistiques importants, en particulier en France et en Asie.

SANTÉ/PREMIÈRES SEMAINES DÉCISIVES SUIVANT L'ACCOUCHEMENT

Des soins de qualité aux femmes et nouveau-nés

Les nouvelles recommandations soulignent qu'il est urgent d'apporter un soutien pour la santé physique et mentale pendant la période postnatale. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS), dans ses premières lignes directrices mondiales pour soutenir les femmes et les nouveau-nés pendant la période postnatale, c'est-à-dire les six premières semaines suivant la naissance. C'est une période cruciale pour la survie du nouveau-né et de la mère et pour le bon développement du nouveau-né et le rétablissement mental et physique

global et le bien-être de la mère. Dans le monde, plus de 3 femmes et nouveau-nés sur 10 ne bénéficient pas actuellement de soins postnatals au cours des premiers jours suivant la naissance - période pendant laquelle surviennent la plupart des décès de mères et de nouveau-nés. C'est pendant ce laps de temps que les conséquences physiques et affectives de l'accouchement - blessures, douleurs ou traumatismes récurrents - peuvent être dévastatrices si elles ne sont pas prises en charge. Cependant, elles peuvent souvent être traitées

facilement lorsque les soins appropriés sont prodigués au bon moment. " Il faut continuer à prodiguer des soins de qualité à la mère et au nouveau-né même après l'accouchement. En effet, la naissance d'un enfant est un événement qui bouleverse la vie. Il suscite l'amour, l'espoir et l'enthousiasme, mais il peut aussi être une source de stress et d'inquiétude sans précédent. Les parents et en particulier les femmes, dont les besoins sont trop souvent négligés à la naissance de l'enfant, doivent pouvoir bénéficier de systèmes de soins



et de soutien solides. ", dit le Dr Anshu Banerjee, Directeur du Département Santé de la mère, du

nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, et vieillissement de l'OMS. Les premières semaines suivant

l'accouchement sont essentielles pour résoudre les problèmes de santé immédiats et pour nouer des relations et adopter des comportements qui ont une incidence sur le développement et la santé du nourrisson à long terme. Les lignes directrices comprennent des recommandations pour l'allaitement maternel - pour faciliter l'attachement et le positionnement au fur et à mesure que l'allaitement maternel est instauré - et pour aider les parents à prodiguer des soins adaptés aux nouveau-nés.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1682
DE LOTO BENZ DU 12 - 04 - 2023

Chers amis parieurs, c'est avec joie que nous vous retrouvons pour procéder au tirage N°1682 de LOTO BENZ de ce mercredi 12 Avril 2023.

Ce tirage a connu un bon nombre de gagnants. Plusieurs gagnants de lots intermédiaires dénombrés au Loto Benz.

*Au tirage N°1682 de LOTO BENZ de ce mercredi 12 Avril 2023, aucun gros lot n'a été enregistré. Toutefois, de nombreux gagnants de lots intermédiaires c'est-à-dire des lots inférieurs à 1.000.000F CFA ont été gagnés sur toute l'étendue du territoire.

La remise des lots se fera au siège de la LONATO à LOME, et sur les points de paiement, et dans les agences régionales à l'intérieur du pays.

Avec la LONATO, jouez petit et gagnez gros.

BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1686 de LOTO BENZ du 10 Mai 2023

Numéro de base

88

78

51

05

31

AFRIQUE/POLLUTION

Seuls quelques pays disposent d'une surveillance fiable de la qualité de l'air

En 2019, la pollution était responsable de la mort prématurée de près de neuf millions de personnes dans le monde, selon une étude publiée dans la revue scientifique The Lancet. En cause notamment, la mauvaise qualité de l'air. Pour améliorer la situation, il faut une surveillance en temps réel, ce qui manque cruellement en Afrique subsaharienne.

Un air pollué pour tous

Des milliards de personnes respirent un air pollué, alerte l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La mauvaise qualité de l'air a des effets « énormes » sur la santé, confirme le dernier rapport (en anglais) de la revue britannique The Lancet. La pollution et les déchets créés par les humains et rejetés dans l'air, l'eau et le sol tuent rarement directement, mais ils sont à l'origine de graves maladies du cœur, de cancers, de problèmes respiratoires ou de diarrhées

aiguës. Les personnes les plus exposées se trouvent dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. L'effet de la pollution sur la santé reste bien plus important que celui de la guerre, du terrorisme, de la malaria, du VIH, de la tuberculose, des drogues et de l'alcool.

Des décès prématurés dans les pays pauvres

En 2019, la pollution a provoqué la mort prématurée de près de neuf millions de personnes dans le monde et l'écrasante majorité de ces victimes se trouvent dans les pays pauvres selon l'étude. En Afrique, la pollution « traditionnelle » de l'air domestique et la pollution de l'eau restent les principales causes de maladies et de décès, même si la tendance est à la baisse. En revanche, la pollution « moderne » de l'air atmosphérique augmente avec le développement économique, l'industrialisation et l'urbanisation des pays du conti-

nent africain.

Une surveillance défaillante

Des pays confrontés à d'énormes problèmes de pollution, comme la Chine et l'Inde, ont investi dans la surveillance pour tenter de faire baisser la pollution atmosphérique. Des plans d'action nationaux sur la qualité de l'air ont ainsi entraîné une diminution de la pollution. Des résultats qui restent très relatifs. En Afrique subsaharienne, les lacunes sont énormes et le continent manque cruellement de données sur la pollution atmosphérique. Seuls sept des 54 pays africains - parmi lesquels l'Afrique du Sud, le Ghana, le Nigeria et le Sénégal - disposent au sol de moniteurs de surveillance de la qualité de l'air en temps réel. Ces manquements sont en partie comblés par des images satellitaires qui ne suffisent pas à elles seules à fournir des informations très précises.



TCE 2022



PROFITE D'UNE
DOUBLE CHANCE
DE GAGNER

GAGNE JUSQU'À
500.000 FCFA
AU GRATAGE !

REMPORTE UN SÉJOUR AU
BURKINA-FASO ET JUSQU'À
10.000.000 FCFA
AU TIRAGE

RAFLE JUSQU'À **100.000 FCFA** AVEC TES TICKETS NON GAGNANTS,
AU TIRAGE DES LOTS INTERMÉDIAIRES !